

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21449 - 79ÈME ANNÉE

7 jours après Belal, près de 220 000 élèves retournent en classe à La Réunion

Nouvelle rentrée scolaire en pleine saison des cyclones

Ce 22 janvier marque la fin des trop courtes vacances de la saison des pluies à La Réunion. En effet, près de 220 000 élèves retournent à l'école ce jour en pleine saison des cyclones. Ce retour en classe a lieu en effet 7 jours après le passage du cyclone Belal à proximité de La Réunion. Les dégâts ont été très importants et 7 jours après, une dizaine d'écoles sont encore fermées.

Ceci n'empêche pas le système scolaire à La Réunion d'aller vers un calendrier calqué sur celui de la France et pas sur l'intérêt de la jeunesse réunionnaise qui fréquente ce système qui détermine grandement son avenir dans la vie active.

Un calendrier scolaire réunionnais plus proche de celui de la Kanaky Nouvelle-Calédonie que du calendrier français permettra d'éviter de risquer la perte de plusieurs semaines de cours chaque année.

Voici une semaine le 15 janvier, l'œil du cyclone Belal a frôlé La Réunion. Ce phénomène climatique courant en cette saison a fait d'importants dégâts. 7 jours plus tard, tous les élèves retournent à l'école : c'est la fin des vacances de la saison des pluies. La Réunion est une île tropicale située dans l'hémisphère Sud et la saison des pluies se situe en été. La menace des cyclones concerne les moins les plus chauds de l'année, principalement entre janvier et mars.

Pourtant, le calendrier scolaire de l'Académie de La Réunion ne propose plus qu'à peine un mois de vacances durant cette période peu propice aux apprentissages. Dans le même temps, les vacances d'hiver se sont allongées au point d'être aussi longues que celle d'été. Cette particularité ne va pas dans le sens de l'intérêt des élèves. Or à La Réunion, l'avenir professionnel se détermine notamment en fonction de la réussite dans le système éducatif. L'absence de diplôme conduit en effet à une plus forte exclusion du droit à un travail.

Calendrier à l'encontre des intérêts de l'élève

Le calendrier scolaire à La Réunion traduit l'assimilation grandissante de notre pays à la lointaine Europe. En effet, il tend à se rapprocher du calendrier scolaire en France. Dans ce pays, les saisons sont inversées par rapport à nous et l'été français correspond à l'hiver dans notre pays. Fort logiquement en France, il n'y a pas classe pendant les mois les plus chauds qui sont juillet et août. Les vacances de fin d'année se situent en hiver et se limitent donc à deux semaines.

A La Réunion, juillet et août sont les mois les plus froids, alors que les plus grandes chaleurs accompagnées du risque cyclone correspondent au cœur de l'hiver français, de janvier à mars.

Or, un cyclone comme Belal aurait sans doute fait perdre une semaine de cours à 220 000 jeunes Réunionnais. En effet, il a fallu plusieurs jours de travail des agents des communes, du Département et de la Région pour sécuriser les routes et les établissements scolaires afin que la rentrée puisse avoir lieu ce jour. Malgré tout, une dizaine d'écoles ne peut ouvrir aujourd'hui, c'est dire l'ampleur des dégâts.

Un autre calendrier possible

La Kanaky Nouvelle-Calédonie est un pays de l'hémisphère Sud qui est encore intégré à la République. Ceci ne l'empêche pas de bénéficier d'un calendrier différent de celui de la France. L'année scolaire 2024 y débutera le 12 février pour s'achever le 14 décembre.

Adopter au minimum un calendrier scolaire analogue permettra de gagner déjà trois semaines de vacances

en plus là où elles sont le plus nécessaires. Outre la menace cyclone, cette rentrée du 22 janvier a lieu au cœur de l'été, au moment où les températures sont les plus élevées. Les cours ont lieu dans des classes surchauffées, ce qui ne favorise pas un apprentissage efficace. A contrario, plusieurs semaines de cours sont perdues en hiver alors que les températures moins chaudes sont plus adaptées au travail dans les écoles.

Un calendrier scolaire réunionnais plus proche de celui de la Kanaky Nouvelle-Calédonie que du calendrier français permettra d'éviter de risquer la perte de plusieurs semaines de cours chaque année à cause des cyclones, un phénomène courant à La Réunion, île tropicale au large de l'Afrique australe.

M.M.

Importantes manifestations d'agriculteurs à quelques mois des Européennes

A quelques mois des élections européennes, un mouvement d'agriculteurs touche plusieurs pays européens dont la France. Le Premier ministre et le ministre de l'Agriculture sont allés à la rencontre de protestataires ce week-end. En France, ce mouvement trouve ses racines dans la crise d'un système co-géré par l'État et la FNSEA.

La crise d'un système co-géré par l'État et la FNSEA depuis des décennies s'accélère en France. C'est ce que soulignent les manifestations d'agriculteurs à quelques mois des élections européennes. Ce système a orienté l'agriculture française vers l'ultra-compétitivité au nom de l'intégration à un marché commun mondial. Il conduit à la situation suivante : de nombreux agriculteurs sont très endettés et sans perspective pour transmettre leur exploitation. La cogestion Etat-FNSEA arrive à ses limites sous la pression d'événements extérieurs à la France.

Fin des quotas

Les quotas et les prix garantis ont disparu pour que l'Union européenne mette sa législation en conformité avec les orientations de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

La spéculation sur les prix des matières premières a fait monter en flèche le coût des intrants, car en Europe l'agriculture est très dépendante d'un carburant dérivé du pétrole. Comme tous les Européens, les agriculteurs ont aussi été victimes du retour de l'inflation.

L'agriculture est une compétence déléguée par les Etats membres à l'Union européenne. Dans quelques mois se tiendront les élections européennes. A l'approche de ce scrutin, l'agitation gagne des agriculteurs de plusieurs pays européens. En Allemagne, des milliers de tracteurs avaient défilé dans la capitale notamment.

Ce mouvement s'est étendu à la France où des agri-

culteurs font part de leurs difficultés. Dans ce pays, l'extrême droite ultralibérale représentée au Parlement tente de récupérer le mouvement en promettant sans rire que si elle prenait le pouvoir, elle exclurait l'agriculture des accords de libre échange ! En France ce week-end, les préfets avaient pour consigne d'aller à la rencontre des agriculteurs. Le Premier ministre et le ministre de l'Agriculture ont fait de même dans des séquences médiatisées.

Un effet de la guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie

En France, l'agriculture souffre également des conséquences de l'alignement de Paris sur l'OTAN vis-à-vis de la Russie : s'étendre dans l'ancienne URSS au mépris des engagements pour obtenir l'accord des Soviétiques à l'annexion de la RDA par la RFA au nom de la réunification de l'Allemagne. Avant 2014 et les sanctions contre la Russie suite au soutien de l'OTAN au coup d'État en Ukraine, la situation était bien différente. L'immense marché russe est désormais fermé aux agriculteurs français.

Depuis 2022, le conflit dans l'Est de l'Ukraine s'est étendu impliquant directement la Russie et l'OTAN. Pour soutenir l'Ukraine, les pays européens de l'OTAN ont ouvert leurs frontières aux produits agricoles de cet Etat très agricole en guerre. Ce fut une concurrence à bas coût supplémentaire pour des agriculteurs déjà confrontés à des décisions allant dans le sens de la création d'un marché unique mondial.

M.M.

L'Allemagne mobilisée contre l'extrême droite : « les nazis dehors ! »

« Les nazis dehors ! », tel était un des mots d'ordre de la grande mobilisation citoyenne organisée du 19 au 21 janvier en Allemagne. Ce message doit faire réfléchir tous ceux qui considèrent à La Réunion que l'extrême droite française est un parti comme les autres au point de mettre sa candidate en tête de la présidentielle dans notre île.

Malgré la dénazification, l'extrême droite réussit à renaître de ses cendres en Allemagne. Elle peut se présenter de nouveau légalement aux élections, s'exprimer dans les médias, et son discours populiste recommence à trouver un écho favorable chez certains. Une de ses factions a constitué le parti AFD. Il est très implanté dans d'anciennes régions de la RDA. L'annexion de la République démocratique allemande par la RFA lors de la réunification de l'Allemagne a provoqué une grave crise économique et sociale dans l'ancien territoire de la RDA. Se sentant abandonnés par le système, de nombreux Allemands cèdent aux sirènes des discours populistes des néo-nazis.

Des élections sont bientôt prévues dans trois Länder de l'ex-RDA, et l'extrême droite arrive en tête des sondages. En Allemagne, les Länder ont bien plus de compétences que les Régions, car c'est une République fédérale. Aussi en cas de victoire, l'extrême droite pourrait voir son pouvoir de nuisance augmenter considérablement.

Le 10 janvier dernier, une révélation du journal « Correctif » a rappelé la véritable nature de l'extrême droite : la volonté d'imposer un régime raciste. En effet, en novembre dernier, une conférence rassemblant plusieurs chefs des néo-nazis avait pour but de discuter d'un projet d'expulsion massive d'étrangers et de personnes d'origine étrangère.

Cette annonce créa une onde de choc. Des responsables politiques et religieux, ainsi que les entraîneurs du championnat de football masculin professionnel, la Bundesliga, ont appelé à la mobilisation contre l'extrême droite.

Les manifestations ont commencé vendredi. Environ 1,4 million de personnes sont dénombrées dans une

centaine de rassemblements dans toutes l'Allemagne. L'ampleur de la mobilisation rappelle ce qui eut lieu en France en 2002 quand un candidat d'extrême droite réussit à se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle. Depuis la situation a changé.

L'extrême droite française et les néo-nazis allemands partagent la même idéologie. Force est de constater que dans le système politique français, l'extrême droite est désormais bien intégrée, considérée comme un parti comme les autres. Sa cheffe est reçue au palais présidentiel de l'Élysée par le numéro 1 français au même titre que les dirigeants des partis républicains. L'extrême droite salue d'ailleurs l'adoption de la loi Asile et Immigration par une coalition où elle s'est alliée avec la mouvance présidentielle, car elle y retrouve ses thèses racistes. Les positions de pouvoir acquises par l'extrême droite ont attiré dans ses filets d'anciens responsables de l'UMP notamment. A La Réunion, surfant sur les scores importants réalisés à la présidentielle par l'extrême droite française, même des élus ne cachent pas leur soutien à ce parti. D'autres espèrent utiliser l'étiquette extrême droite française pour obtenir une place d'élu.

C'est un comble compte tenu du fait que La Réunion est un pays officiellement constitué d'immigrants ou de descendants d'immigrants venus de trois continents. L'affaiblissement du PCR, principal rempart contre la montée de l'extrême droite à La Réunion, a décomplexé des racistes qui se cachaient. La crise économique, sociale et politique favorise l'adhésion à des discours populistes qui s'appuient sur le racisme anti-comorien ou anti-malgache. Ce racisme veut faire croire que ce sont ces personnes qui sont responsables de la crise du logement à La Réunion, plutôt que l'incapacité de Paris à mettre les moyens pour régler le problème.

De vendredi à dimanche, les Allemands ont marché pour rappeler que l'extrême droite n'a pas sa place dans une démocratie. A quand une telle prise de conscience à La Réunion, un pays peuplé d'immigrés ?

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In prézantassion politik mon pti zardin dann Sinte-Klotide

Mézami mi vé prezante azot mon zardin. Mi vé prezante ali politikman pars mi panss toute zafèr i pé z'ète prezanté politikman. La politik ? zot i koné néna dè kalité la politik : néna sak i oi lé shoz par lo pti boute la long-vu é néna sète i égzamine bann problèm — pti konm gran — dann sanss lintéré zénéral... In pé va kritiké é va di in pti zardin, laba dann Sinte-Klotilde i mérite pa in lanaliz politik... é poitan si ni fé mil zardin, sa la pi in pti zardi izolé dann Sint-Klotide, pars lé pi ditou la mèm shoz dann lo mèm proporssion é néna zafèr pou di — politikman :

- Mézami, lo bézoin alimantèr in popilassion prèss nèfsanmil abitan, sa i mérite bien in projé ni pé apèl sa lo « kou d'min » pou lite kont la povreté é mwìn lé sirésèrtin sa sé kékshoz éfikass. I paré in zardin ouvriyé dan La Franss sa i raporte bann zardinyé plizyèr santène l'éro shak ané donk néna de koi apèz in pé la mizèr.

- Mé sa i arète pa la, kansréti par son kontribission pou lotonomi alimantèr tèlman inportan si ni vé in méyèr métriz noute dépanss alimantèr dann sanss in méyèr lékilib noute rapor « inportassion-ésporassion ». Vi avèk lo zyé rényoné sa la pa insignifyan ditou... Ni pé galman anparl noute bézoin alimantèr dann noute prokssimité é la ni anparl la kantité mé ossi la kalité noute prodikssion alimantèr — kékshoz va konte plizanpliss pou nou konm pou toute demoune... pou

toulmoune an final de konte dann l'avnir.

- Ni pé dir ankòr an parlan lotonomi alimantèr, parl in bon rézo bann pti zardin — sé parl bann frui, bann légume, bann rassine, épi bann matèryo toute kalité — avèk zot konsèrvassion, zot transformassion, zot kréassion bann rishèss... sé anparl ossi la roshèrch, l'anploi, é lo pa an avan possib dann sanss in méyèr dévlopman pou noute péi épi son popilassion... Astèr si ni mète ankòr ladan la prodikssion tizane-ni produi 700 kalité tizane issi la Rényon é bann tizane-la avèk zot transformassion épi zot améliorassion sa i done anou in méyèr santé — in manyèr rann médikaman doktèr pli éfikass ké zot i lé ankòr zordi-antouléka sé sak bann tizanyé i di zot mèm... !

Mwìn la pankor fini : Mi arète tèrla zordi mé domin mardi nou va prezante in gran projé la sékssyon Sin-Dni noute parti kominiss. Si toute i done la min, mi panss nou v'a gingn alé loin.

A bon antandèr, salu !

NB in kozman mwìn la fé dovan l'assanblé zénéral Parti kominiss dann Sin-Dni

Justin